

Atteindre les personnes qui vivent l'illettrisme et la précarité en Wallonie picarde



Chaque année, en Wallonie picarde, 250 personnes s'inscrivent dans un processus d'alphabétisation. Elles représentent à peine 1% des personnes en situation d'illettrisme sur ce territoire. Parmi les publics peu présents dans les dispositifs proposés : les travailleurs mais aussi les personnes les plus éloignées de l'emploi et de la formation. Un tel constat posé dans un contexte d'exclusion et de précarité grandissantes, résultant notamment des politiques inspirées du paradigme de l'État social actif, a poussé Lire et Écrire Hainaut occidental à mener une réflexion sur la manière de toucher les personnes les plus éloignées de la formation, et la manière de promouvoir leur accès à la formation. Diverses actions ont ainsi été développées, s'accompagnant d'une réflexion sur l'identification de ces personnes, et sur la pertinence et les limites de la catégorie utilisée pour les désigner.

Par Dominique ROSSI et Aurélie STORME

L'ALPHA POUR TOUS ?!

LA RÉGIONALE DU HAINAUT OCCIDENTAL couvre le territoire de la Wallonie picarde, qui se compose de 23 communes réparties sur les arrondissements de Tournai, Ath, Mouscron et Soignies. Elle compte un nombre important de communes semi-rurales, voire rurales, dont plusieurs présentent des indicateurs socioéconomiques¹ particulièrement défavorables (nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, fracture numérique, désaffection électorale, taux d'infrascolarisation²...).

Lire et Écrire Hainaut occidental est le seul opérateur proposant des actions d'alphabétisation sur ce territoire³. La Région n'ayant pas de tradition d'immigration, une grande majorité des 250 personnes accueillies chaque année dans les formations sont belges. Les tabous et les résistances liées au passé d'échec scolaire des publics qui ont été scolarisés en Belgique rendent l'émergence d'une demande de formation particulièrement difficile⁴.

De plus, malgré un travail partenarial important, il apparaît qu'une partie des publics, particulièrement éloignée de l'emploi et souvent en situation très précaire, n'est pas touchée par les actions de la Régionale mais est également absente de nombreux dispositifs proposés par d'autres acteurs, des domaines de l'action sociale, de la santé ou encore de la culture.

De ces constats découlent plusieurs questions : les efforts visant à faire émerger la demande de formation sont-ils suffisants et adéquats ? les dispositifs de formation sont-ils adaptés à toutes les personnes en fonction de leur projet et situation de vie ? quel est le rôle de Lire et Écrire par rapport au besoin de soutien de ces personnes ?

¹ Indicateurs établis dans le cadre du Plan de cohésion sociale.

² Le taux d'infrascolarisation correspond au pourcentage de personnes adultes ayant comme niveau d'enseignement le plus élevé le CEB ou n'ayant pas les compétences correspondant à ce niveau.

³ Des formations en remise à niveau et FLE sont également organisées dans quelques villes par deux autres structures relevant de l'Éducation permanente, de l'Insertion socioprofessionnelle et de la Promotion sociale.

⁴ Dans un ouvrage sur la présence de personnes belges dans les formations d'alphabétisation à Bruxelles, les obstacles à la participation des publics d'origine belge mis en avant par les associations sont notamment : la qualité et la teneur de la communication et de l'information ; l'utilisation du mot « alphabétisation » ; la fragilité sociale et économique ; la honte, l'humiliation et la fragilité psychologique (Charles DUCHÈNE et Catherine STERCQ, *La place et la participation effective des populations d'origine belge aux formations d'alphabétisation en Région bruxelloise*, Lire et Écrire Bruxelles, 2007-2008, téléchargeable : www.lire-et-ecrire.be/Place-et-participation-effective).

De quels publics parle-t-on ?

Avant d'approfondir la réflexion sur le développement de nouvelles actions visant à toucher les publics particulièrement fragilisés et éloignés de la formation, une question somme toute basique s'est posée au sein de Lire et Écrire Hainaut occidental: de qui parle-t-on? Au sein des régionales wallonnes de Lire et Écrire et dans les interactions avec les interlocuteurs politiques au niveau de la Région wallonne, on a l'habitude d'utiliser le concept de « personnes en (ré)affiliation sociale », sans toutefois en avoir une définition précise et unique. En fonction des critères utilisés, ces termes désignent soit :

- d'un point de vue administratif, les personnes qui n'ont le statut socioprofessionnel ni de demandeur d'emploi, ni de travailleur ;
- d'un point de vue partant des conditions de vie, les personnes pour qui ces dernières sont particulièrement précaires et induisent des (risques d')exclusions ;
- d'un point de vue considérant les motifs d'entrée en formation, les personnes dont les motivations ne touchent pas prioritairement l'insertion socioprofessionnelle ni le maintien à l'emploi.⁵

C'est donc à partir de ce concept de « personnes en (ré)affiliation sociale » que Lire et Écrire Hainaut occidental s'est interrogée sur les types de publics qu'elle ne parvenait pas à atteindre.

Enquête auprès des apprenants en formation

En 2011, la Régionale a ainsi renforcé son attention pour les publics les plus fragilisés en créant un poste de responsable de projets « alphabétisation et (ré)affiliation sociale ». Parmi ses missions, la première a consisté en une identification des publics englobés dans cette catégorie, afin d'une part de voir en quoi l'organisation des dispositifs leur permettait ou non un accès à la formation, et d'autre part de déterminer si ces publics présentaient des caractéristiques spécifiques.

⁵ Aurélie STORME, *Le public en processus de (ré)affiliation sociale. Qui est-il et quelle place a-t-il dans les pratiques d'alphabétisation ?*, Lire et Écrire en Wallonie, décembre 2011 (www.lire-et-ecrire.be/Le-public-en-processus-de-re).

L'ALPHA POUR TOUS ?!

Pour ce faire, la Régionale a mené une étude **sur l'ensemble des** apprenants présents dans les dispositifs de formation à un moment t – à savoir **172 personnes** – en se basant sur trois critères généralement utilisés pour définir les publics en (ré)affiliation sociale: le statut administratif, les profils-types et les motivations des personnes.

Dans un premier temps, partant du critère du statut administratif (utilisé dans le cadre des financements de l'action d'alpha), qui induit une définition par défaut des publics en (ré)affiliation sociale, la Régionale a relevé l'ensemble des personnes « non ISP » (n'ayant pas de contrat F70bis) et « non travailleuses » (n'ayant pas le statut de travailleur). Selon ce critère, **28 personnes** pouvaient être considérées comme en (ré)affiliation sociale, soit 17% des apprenants de la Régionale.

Dans un second temps, suivant le critère des profils-types, les formateurs et formatrices ont identifié les apprenants de leurs groupes présentant l'un des profils généralement assimilés aux publics en (ré)affiliation sociale⁶. Ont ainsi été dénombrées **53 personnes** pouvant être considérées comme en (ré)affiliation sociale (soit près du double du chiffre obtenu par le tri selon le statut).

L'identification par les formateurs/trices de ces 53 personnes (près d'un tiers des apprenants) présentant des caractéristiques de désaffiliation sociale est à mettre en lien avec l'observation d'une hausse des problématiques très lourdes, telles que l'endettement ou la perte d'un logement, vécues par des apprenants. Problématiques qui rendent difficiles les perspectives d'insertion dans une formation qualifiante ou sur le marché du travail. Beaucoup de ces personnes recherchent un soutien auprès de Lire et Écrire par rapport à ces difficultés, tandis qu'une partie d'entre elles finissent par décrocher de la formation, submergées par les problèmes auxquels elles doivent faire face.

⁶ Ces profils sont les suivants : les personnes en séjour illégal ; les personnes en attente de régularisation ; les personnes socialement isolées ; les personnes incarcérées ou l'ayant été ; les personnes inopinément marginalisées (suite à un licenciement par exemple) ; les personnes travaillant dans des systèmes D, exploitation, prostitution ; les personnes sans ressources ou avec des ressources minimales ; les personnes ayant des antécédents psychiatriques, de handicap ou d'invalidité physique ; les personnes vivant dans la rue, dans des centres d'accueil d'urgence ou des squats ; les personnes vivant en institution, dans des centres collectifs d'hébergement (y compris les centres fermés et les centres ouverts pour demandeurs d'asile), dans des hôpitaux ou des logements de solidarité (Chafik HALLAL, *Définitions de profils de personnes illettrées*, Lire et Écrire, 2006).

Enfin, un classement a été opéré sur base des motifs d'entrée en formation des apprenants, selon qu'ils étaient identifiés comme relevant de la (ré)affiliation sociale, de l'ISP ou du maintien à l'emploi. Sur base de ce critère, **140 apprenants** ont été relevés comme mentionnant des motivations considérées de l'ordre de la (ré)affiliation sociale. Se mêlaient donc, selon ce critère, des personnes d'une grande variété de profils et de statuts, que ceux-ci soient assimilés au public en (ré)affiliation sociale ou non. Par ailleurs 50% des apprenants pouvant être considérés en (ré)affiliation sociale sur base de leur statut et/ou de leur profil exprimaient des motivations liées à l'emploi et/ou la formation qualifiante.

Croisant les différents classements, il est apparu que **20 personnes** pouvaient être identifiées en (ré)affiliation sociale sur base des trois critères confondus (le statut administratif, les profils-types de personnes, ou encore les motivations). Au-delà, 33 personnes identifiées par les formateurs comme ayant un « profil (ré)affiliation sociale » n'avaient pas un « statut (ré)affiliation sociale »; et inversement, 8 personnes ayant un « statut (ré)affiliation sociale » n'ont pas été identifiées par les formateurs comme ayant un « profil (ré)affiliation sociale ». Ce recoupement des trois critères permet de montrer que les différentes définitions utilisées ne coïncident pas toujours, et que le fait de ne considérer qu'un critère exclusivement présente le risque de ne pas prendre en compte les besoins et projets spécifiques de chaque personne, qui dépendent d'une multitude de paramètres. On touche ici à la question des limites de toute catégorisation, qui est développée dans le point suivant, ainsi que dans un autre article de ce numéro portant spécifiquement sur ce sujet⁷.

(Ré)affiliation sociale – le poids des mots

On parle donc communément des publics « en (ré)affiliation sociale ». Mais qui sont les personnes visées par cette expression ? Comme évoqué ci-dessus, les critères varient, tantôt le statut administratif, tantôt les motivations, tantôt des profils-types de personnes. Mais chacun de ces critères peut être remis

⁷ Voir : La catégorisation des publics. Visées, risques et opportunités, pp.11-19.

L'ALPHA POUR TOUS ?!

en question :

- le statut ne traduit pas la précarité ni les motifs qui poussent une personne à entrer en formation ;
- ces motifs d'entrée en formation sont par ailleurs généralement multiples et évoluent constamment avec les personnes ;
- quant aux profils-types des personnes attachés au concept de (ré)affiliation sociale (par exemple, les personnes en demande d'asile, les personnes incarcérées, les personnes sans ressources, etc.), la liste n'est pas exhaustive, et les différents profils ne traduisent pas les mêmes réalités en termes de précarité et d'appartenance à un réseau social.

Un concept flou donc, qui ne permet pas tout à fait de prendre en compte les situations de vie spécifiques de chaque apprenant ou apprenant potentiel et d'adapter au mieux la réponse qu'on peut donner à chacune de ces personnes. Un concept aux interprétations diverses également, en fonction du critère qu'on utilise, ainsi que le démontre l'enquête sur les profils des apprenants, dont les résultats sont présentés ci-avant. C'est pourquoi la réflexion menée au sein de la Régionale a conduit à se demander s'il faut bien là parler d'un certain type de public – les « personnes en (ré)affiliation sociale » – ou plutôt de certaines situations de vie, problématiques liées à la (ré)affiliation sociale, qui sont multiples et qui peuvent concerner toute personne en formation, indépendamment de son statut ou de ses motivations à entrer en formation. Des situations de vie qu'il convient de considérer individuellement, puisqu'elles sont uniques et demandent des approches adaptées, souvent innovantes.

Par ailleurs, de manière plus large, le fait de se baser sur des catégories de publics souvent rigides, notamment à travers les financements de l'action d'alphabétisation qui se basent sur le statut administratif des personnes, entraîne une série de discriminations dans l'accès à la formation. Aujourd'hui, les financements couvrent encore majoritairement la formation des demandeurs d'emploi, au détriment de ceux qui ne le sont pas. Or des moyens spécifiques plus importants sont nécessaires pour faire émerger la demande et permettre l'accès à la formation des personnes les plus éloignées de tout parcours d'insertion socioprofessionnelle. Le contact avec ces personnes, leur accès et leur maintien en formation nécessitent en effet un travail important en amont et

sur le long terme, pour transmettre l'information et soutenir un engagement en formation que ces personnes ne considèrent bien souvent pas comme une priorité, face aux situations d'urgence auxquelles elles doivent faire face.

Un autre écueil important de cette tendance à la catégorisation réside dans les stigmates qui sont naturellement associés aux catégories créées ; ces stigmates peuvent affecter la nature des relations entre les personnes ainsi que l'identité sociale, l'identité personnelle, voire le regard que ces personnes portent sur elles-mêmes et leurs performances dans l'apprentissage – ce qu'on appelle « l'effet pygmalion ». Les sciences sociales définissent celui-ci comme la transformation de jugements en prophéties autoréalisatrices. En d'autres mots, une personne ayant une attente vis-à-vis du comportement ou des résultats d'une autre personne engendrerait chez cette dernière les comportements et résultats attendus ; on parle aussi à cet égard de « comportements confirmatoires ».

Pour sortir d'une telle dérive liée à la catégorisation des publics, une autre alternative pourrait être de catégoriser non pas les personnes mais les apprentissages. Ainsi, quel que soit leur statut ou leurs motifs d'entrée en formation, les apprenants pourraient aborder au sein d'un même dispositif de formation des apprentissages liés tantôt à une perspective d'insertion socio-professionnelle, tantôt à des besoins de (ré)affiliation sociale.

Rendre les dispositifs accessibles aux personnes dites « en (ré)affiliation sociale »

Parmi les 20 personnes répondant aux trois critères utilisés pour identifier le public dit en (ré)affiliation sociale, la plupart étaient d'origine étrangère et principalement concentrées dans le groupe d'alpha oral (alpha FLE). La quasi-absence de personnes de nationalité belge parmi elles a amené la Régionale à se questionner sur l'accessibilité de ses dispositifs, et l'a encouragée à poursuivre ses efforts pour toucher l'ensemble des personnes les plus éloignées de l'emploi et de la formation, notamment en développant des collaborations avec les acteurs qui sont en première ligne pour rencontrer un public potentiellement en situation d'illettrisme, qu'on ne parvient pas à toucher via les canaux habituels.

Actions partenariales et sensibilisation pour toucher les publics

Depuis 2010, les actions partenariales visant des acteurs de secteurs tels que l'action sociale, la santé ou encore la culture ont été renforcées et multipliées. Aujourd'hui, les acteurs du secteur de l'action sociale représentent la majorité des partenaires de la Régionale.

La Régionale a ainsi notamment rejoint la **Commission pauvreté du service d'aide à la jeunesse**. Les partenaires de cette Commission – notamment le Collectif droit au logement de Tournai (DAL) et le Collectif logement Ath-citoyen (CLAC) – partagent les préoccupations de Lire et Écrire et s'adressent à des familles précarisées et souvent peu scolarisées. Ils visent ensemble à construire un projet lié à l'accès au logement de ces familles.

La Régionale a aussi rejoint la **Plateforme d'accueil pour l'intégration à Tournai** pour toucher les publics infrascolarisés d'origine étrangère. Dans ce cadre, elle a :

- participé à des réunions plénières pour assurer auprès des partenaires la visibilité de l'offre de formation et une meilleure connaissance de Lire et Écrire (les publics qu'elle accueille, ses valeurs, ses finalités...);
- mis en place et assuré la gestion d'un accompagnement pédagogique des familles, via des tables de conversation rassemblant parents et enfants en vue d'un soutien scolaire;
- contribué à la préparation de la Fête interculturelle, avec l'implication d'un groupe d'apprenants.

Lire et Écrire Hainaut occidental a également rejoint le **Collectif tournaisien du refus de la misère** – contribuant notamment chaque année à l'organisation d'un événement marquant à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la misère, dans le cadre de laquelle elle collabore avec différents partenaires du secteur de l'insertion sociale comme ATD Quart Monde ou les Équipes populaires. Elle a par ailleurs collaboré avec les Femmes prévoyantes socialistes dans le cadre de la commémoration de l'accord belgo-marocain de 1964, et a élargi ses actions de sensibilisation auprès de nouveaux partenaires/agents-relais parmi lesquels des maisons d'accueil, AMO, acteurs du secteur culturel, du secteur de la santé... Autres exemples : en 2010

et 2012, la Régionale a participé activement à l'organisation de la Fête inter-culturelle de Bernissart, et en 2014, elle a contribué à l'organisation d'un Forum social local dans la commune d'Antoing.

Lire et Écrire Hainaut occidental est aussi présente dans près de 25 plateformes/coordinations en Wallonie picarde (notamment dans les Plans de cohésion sociale de 11 communes) et mène la majorité de ses activités dans le cadre de ces lieux de travail coordonnés à l'échelle de communes, de quartiers, etc.

En 2015, près d'un tiers (30%) des partenaires de la Régionale interviennent dans le secteur de l'Action sociale (18% dans le secteur de l'ISP, 17% dans le secteur de la Culture et de l'Éducation permanente, 13% dans les communes et administrations).

Adaptation des dispositifs de formation

Alphabétisation intégrée

Entre janvier 2009 et décembre 2011, Lire et Écrire Hainaut occidental a mis sur pied des actions dites d'« alphabétisation intégrée », qui visaient à toucher les gens autrement, « hors les murs ». Ces actions, initialement développées dans la commune de Mouscron, consistaient à aller à la rencontre des personnes par l'intermédiaire d'organismes et relais associatifs, et d'intégrer la question de l'alphabétisation, ou plus généralement de l'écrit, dans les projets de ces organismes. L'objectif était de modifier le rapport à l'écrit de telle sorte que les participants prennent conscience que celui-ci, parfois perçu comme moyen de contrainte administrative, peut aussi être un outil au service d'un projet individuel et/ou collectif.⁸

⁸ Voir : Hélène BECQ, *Soutenir des actions de développement durable par l'alphabétisation intégrée et Place de l'écrit dans la réalisation d'un projet de développement durable. Un exemple d'alphabétisation intégrée*, in *Journal de l'alpha*, n°187, janvier-février 2013, pp. 65-71 et pp. 72-75 (numéro en ligne : www.lire-et-ecrire.be/ja187).

Adapter les dispositifs existants

En vue d'améliorer l'adaptation des dispositifs de formation aux réalités des personnes les plus éloignées de la formation et/ou de l'emploi, qui sont en situation de précarité, la Régionale a mis en place, en 2013, un nouveau groupe de formation dans lequel les apprentissages sont basés sur les besoins exprimés en termes de gestion de la vie quotidienne. Elle a par ailleurs poursuivi l'organisation d'un groupe alpha FLE pour les personnes d'origine étrangère qui sont au tout début de leur apprentissage du français.

Parallèlement, pour éviter le décrochage des apprenants confrontés à de grandes difficultés, la Régionale a renforcé sa mission de suivi psychosocial en complémentarité du travail pédagogique. Sans se substituer aux missions des acteurs de l'action sociale – notamment les assistants sociaux –, l'objectif est de nouer avec eux des collaborations, au cœur desquelles se retrouvent les apprenants. Les partenariats sont donc développés d'une part en amont de la formation, pour faciliter l'entrée dans un dispositif d'alphabétisation, mais également tout au long et en aval de la formation, pour garantir aux apprenants les meilleures conditions possibles, afin d'éviter le décrochage et éventuellement faciliter une transition vers une autre formation ou vers l'emploi.

Lire et Écrire : au cœur de réseaux sociaux

À travers ses efforts de développement partenarial vis-à-vis des acteurs de l'action sociale, l'un des objectifs de la Régionale est, qu'à terme, les nouveaux partenaires deviennent agents-relais et orientent vers Lire et Écrire les personnes qui, parmi leurs publics, sont en difficulté de lecture et d'écriture.

Inversement, grâce à ces partenariats, la Régionale peut elle-même devenir un relai et orienter et accompagner au mieux les personnes en formation vers les organismes sociaux adéquats, selon les problématiques auxquelles elles doivent faire face, et dont elles témoignent fréquemment dans le cadre de la formation ou auprès des agents de suivi psychosocial.

La Régionale vise en effet à constituer, pour les personnes les plus éloignées de la formation, une ressource, un point d'appui à partir duquel ces personnes puissent rebondir.

Elle est d'ailleurs généralement considérée comme telle par les personnes les plus en difficulté qui se retrouvent en formation alpha. Vis-à-vis de ces personnes, elle a donc un rôle qui va bien au-delà de l'aspect pédagogique et qui consiste à les aider à raccrocher à un réseau de relations, de solidarité, ou à en recréer un. Cela passe par le soutien des formateurs, agents de guidance, mais aussi par les échanges et les relations d'entraide entre apprenants, et par les contacts avec des partenaires comme les acteurs du secteur social.

D'une désaffiliation sociale vécue individuellement vers une action collective de réaffiliation

Les efforts pour une prise en compte des personnes les plus en difficulté dans leur globalité, notamment via le développement de partenariats en vue de travailler ensemble à la recherche de solutions cohérentes et articulées, apparaissent aujourd'hui d'autant plus importants dans un contexte politique et socioéconomique qui semble aller à contrecourant de cette approche globale.

En particulier, les politiques d'activation et de responsabilisation assorties de sanctions, qui régissent depuis quelques années les champs de l'emploi et de l'aide sociale, présentent plusieurs contradictions intrinsèques, notamment parce qu'elles sont prioritairement pénalisantes pour les personnes les plus précaires, qui ont déjà souvent derrière elles un passé jalonné de sanctions – dans le cadre de leur parcours scolaire, socioéconomique... Les nouvelles sanctions qui leur sont imposées individuellement, en vertu de leur comportement jugé insuffisant en matière de recherche d'emploi, éloignent encore davantage ces personnes de tout dispositif d'insertion au lieu de les soutenir dans un tel parcours. En particulier, vis-à-vis des personnes en situation d'illettrisme, les politiques d'activation exigent des personnes en grande difficulté avec l'écrit de rentrer dans des logiques de contrat reposant avant tout sur des documents écrits.

Par ailleurs, les organismes comme Lire et Écrire Hainaut occidental qui peuvent accompagner ces personnes dans une dynamique de remise en projet ne bénéficient pas de moyens suffisants pour mener cette mission. Ces

L'ALPHA POUR TOUS ?!

organismes sont de plus soumis à des pressions importantes – une erreur administrative liée à la formation pouvant engendrer des impacts très problématiques comme par exemple l'exclusion des allocations de chômage.

Face à ces réalités, pour répondre aux difficultés et injustices vécues individuellement par les apprenants, Lire et Écrire Hainaut occidental, outre le fait qu'elle mobilise, comme évoqué plus haut, un réseau de partenaires afin de trouver des solutions globales adaptées et pertinentes, mène également un travail de revendication politique tant au niveau régional que dans le cadre du Mouvement Lire et Écrire, à échelles wallonne et communautaire, pour promouvoir auprès des politiques une vision transversale de l'action d'alphabétisation et une meilleure prise en compte des publics dans leur diversité et dans leurs spécificités. Mais la Régionale considère que son action ne serait ni complète ni tout à fait cohérente avec le projet du Mouvement si elle s'arrêtait là. Elle considère ainsi essentiel de mobiliser également les apprenants eux-mêmes dans des démarches d'action collective pour tendre vers un véritable changement de société. En ce sens, la pédagogie du projet du GRAIN asbl associée à la démarche des intelligences citoyennes développée par Majo Hansotte⁹ apparaissent comme des outils particulièrement pertinents dans la perspective d'aboutir à des actions pour un changement social en passant du « Je » au « Nous »¹⁰.

Dominique ROSSI, coordinateur de projets
Lire et Écrire Hainaut occidental
Aurélié STORME, responsable de projets
Lire et Écrire en Wallonie

⁹ Voir : Majo HANSOTTE, *Le Juste, l'Injuste et les intelligences citoyennes*, et Sophia PAPADOPOULOS, *Une démarche citoyenne concrète et créative. Quatre intelligences pour agir*, in *Journal de l'alpha*, n°192, 1^{er} trimestre 2014, pp. 12-42 (www.lire-et-ecrire.be/ja192).

¹⁰ Voir par exemple : Linda VAN MOER et Samuel COLPAERT, « Où on va comme ça ? ». *Création d'une affiche monumentale pour montrer que les dés sont pipés*, in *Journal de l'alpha*, n°200, 1^{er} trimestre 2016, pp. 8-26.